

Le Pacte Civique et l'ICE « A new deal for Europe »

Introduction

La communication entre institutions européennes et citoyens européens (dans les 2 sens : information descendante et expression citoyenne remontante) constitue un vrai sujet d'inquiétude. Si elle ne s'améliore pas dans un avenir proche, si le fossé entre citoyens et institutions ne se comble pas, c'est toute la construction européenne qui se trouvera menacée.

Cette préoccupation provoque, et c'est heureux, des réactions intéressantes, comme par exemple, l'avis présenté par Christophe Rouillon, vice-président de l'association des maires de France, au **Comité des Régions**, intitulé « *Reconnecter l'Europe à ses citoyens* », ou encore

L'enquête organisée par « *Notre Europe* » Institut Jacques Delors et OPTEM auprès de 157 citoyens de 18 états membres, réunis en groupe de discussion, sur le thème « *Comment l'UE communique-t-elle avec ses citoyens ?* ». Cette enquête fait ressortir :

- ✚ Une passivité et une indifférence assez générales vis-à-vis de l'Union et de ses institutions
- ✚ Un sentiment d'impuissance, face à un système jugé complexe ; seuls les lobbys disposant de gros moyens parviennent à faire entendre leur voix
- ✚ Une forte critique des médias de masse : les sujets européens sont peu couverts, les informations sont filtrées, la vision de l'Europe proposée par ces médias est fragmentée et souvent négative.
- ✚ La demande, par les citoyens consultés, d'une plus grande proximité, d'une information plus interactive, et d'une utilisation plus systématique d'internet.

A la question « *quels moyens d'expression sont le plus utilisés par les citoyens ?* » les actions collectives, manifestations et pétitions, arrivent en 3^{ème} place, derrière le contact avec les représentants (surtout dans les petits pays) et le vote.

La création par le traité de Lisbonne des ICE répond donc certainement à une aspiration profonde des citoyens européens et il vaut la peine de se saisir de cette nouvelle possibilité, encore insuffisamment connue et expérimentée. C'est en partant d'une telle approche que le collectif national Pacte Civique et ses groupes locaux se sont intéressés à l'ICE « *A new deal 4 Europe* ». Trois grandes motivations justifient le soutien qu'ils lui apportent :

1/ L'Initiative citoyenne Européenne : une modalité nouvelle d'expression des citoyens européens

Le Pacte Civique, qui fait de l'approfondissement démocratique l'une des clés de l'avenir, considère que ce mode d'expression marque un progrès dans le fonctionnement de la démocratie au niveau du continent. En effet :

- ✚ L'ICE permet au citoyen d'agir concrètement pour définir l'Europe qu'il souhaite
- ✚ Elle s'adresse aussi à ceux qui rejettent ou critiquent, de manière plus ou moins explicite, les institutions, les élections et la démocratie représentative

- ✚ Elle répond au sentiment d'impuissance évoqué par l'enquête de *Notre Europe*
- ✚ Elle fabrique du lien entre citoyens européens de différents pays, en mettant en évidence que nous sommes tous confrontés à des problèmes similaires, et que nous sommes capables de nous entendre sur les mêmes propositions.

2/ « A new deal 4 Europe », une initiative pour le développement, contre le chômage, contre le défaitisme

L'ICE « A new deal 4 Europe » répond à une situation vécue douloureusement par la plupart des citoyens européens, marquée par le chômage, le sentiment des jeunes générations de n'être ni reconnues, ni aidées dans leurs efforts pour s'intégrer dans la vie économique et sociale, et le sentiment, assez répandu en Europe et tout spécialement en France, d'assister au déclin progressif de notre vieux continent, frappé de langueur face au dynamisme des pays émergents ; un sentiment de déclassement collectif, résonnant comme en écho à la sensation de déclassement individuel ressentie par de nombreux jeunes, convaincus qu'ils vivront moins bien que leurs parents.

L'ICE « A new deal 4 Europe » constitue donc bien une réponse **adaptée**, appuyée sur des propositions concrètes, aux problèmes quotidiens des Européens. Son succès donnera à la Commission une impulsion décisive pour aller **au-delà des bonnes intentions** qu'elle a affichées, et en particulier, pour attribuer **de nouvelles ressources**, non dépendantes de la bonne volonté des Etats Membres, **à l'investissement en faveur du développement durable et de la création d'emplois**.

3/ Une autre vision de l'Europe

La campagne de promotion de l'ICE, ses répercussions au Parlement Européen donnent déjà aux citoyens qui s'y intéressent une vision nouvelle de l'Europe. Mais il faut la concrétiser, il faut que l'Union mette en œuvre les investissements d'avenir qui lui permettront de s'engager dans un **développement durable et créateur d'emplois**.

Alors les citoyens européens commenceront à entrevoir **un autre visage de l'Europe** :

- ✚ Qui ne se résumera plus à des contraintes, des règlements et des disciplines
- ✚ Qui n'aura plus pour seule inspiration le credo libéral érigeant l'austérité en remède unique à la crise que traversent nos sociétés
- ✚ Un visage plus frais, moins ridé : celui du changement, du dynamisme économique mais aussi scientifique, technique, culturel, et social, celui de l'initiative, celui de **l'espérance**.

Pour toutes ces raisons, nous appelons l'ensemble des personnes et des organisations qui ont adhéré au Pacte Civique, nos sympathisants, nos amis, nos partenaires, **à signer et faire circuler cette pétition, à amplifier la mobilisation citoyenne** en faveur d'une Union Européenne plus juste, plus dynamique et plus forte.

Pierre Guilhaume, 28 novembre 2014